



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif

Deux cent-onzième session

211 EX/33

PARIS, le 9 avril 2021
Original anglais

Point 33 de l'ordre du jour provisoire

PALESTINE OCCUPÉE

Résumé

Le présent document est soumis en application de la décision 210 EX/36, par laquelle le Conseil exécutif a décidé d'inscrire le point intitulé « Palestine occupée » à l'ordre du jour de sa 211^e session. Il rend compte de l'évolution de la situation depuis la 210^e session du Conseil exécutif.

Il n'y a aucune incidence financière et administrative.

Décision requise : paragraphe 20.



Job: 202101196

Palestine occupée

(Suivi de la décision 210 EX/36)

Sous-point I : « Jérusalem »

1. « La Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts (site proposé par la Jordanie) », site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et sur la Liste du patrimoine mondial en péril, est la ville sainte de trois religions monothéistes – le judaïsme, le christianisme et l'islam. L'importance historique, culturelle et spirituelle de Jérusalem, en tant que microcosme de la diversité de l'humanité, constitue en soi un appel au dialogue.
2. Conformément aux décisions pertinentes du Conseil exécutif et du Comité du patrimoine mondial, adoptées sur la base d'un consensus par les deux organes directeurs depuis octobre 2017, l'UNESCO s'est efforcée de favoriser les échanges entre les experts israéliens, palestiniens et jordaniens (y compris ceux du Waqf jordanien) en ce qui concerne la protection de la Vieille Ville de Jérusalem et de ses remparts, notamment afin de faciliter la mise en œuvre de la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem ainsi que la tenue d'une réunion d'experts de l'UNESCO sur la Rampe des Maghrébins. Au moment de la rédaction du présent document, la mission de suivi et la réunion d'experts n'avaient pas encore pu avoir lieu. Il sera rendu compte de l'état de conservation de ce bien à la 44^e session du Comité du patrimoine mondial, session prolongée, qui aura lieu en juillet 2021.
3. En vertu de l'accord conclu entre l'UNESCO et le Gouvernement norvégien en décembre 2011, relatif au projet intitulé « Assurer la durabilité du Centre pour la restauration des manuscrits islamiques du Haram al-Sharif à Jérusalem », l'UNESCO a prêté son concours au Centre de restauration du musée afin de renforcer les capacités de son personnel en matière de préservation des manuscrits islamiques. Depuis le lancement du projet en 2011, 14 modules d'apprentissage ont été mis en œuvre et plus de 1 538 heures de formation aux techniques de conservation et de restauration ont été dispensées, en plus des visites de centres de restauration organisées à Amman, Paris et Florence en 2013. La Jordanie a offert un poste permanent à 10 membres du personnel du Centre. Le Centre dispose actuellement d'un laboratoire de restauration et de conservation doté d'équipements, d'installations et de matériels essentiels qui ont été fournis dans le cadre du projet. L'UNESCO a en outre mené sept missions de suivi et de consultation pendant la période de mise en œuvre du projet, entre 2011 et 2015, contribuant ainsi à sa mise en œuvre effective et efficace. Résolu à assurer la viabilité à long terme du Centre et à consolider les compétences acquises, le Gouvernement norvégien a réitéré son soutien à l'UNESCO en 2020 pour une nouvelle phase du projet visant à rendre le Centre pleinement opérationnel et autonome grâce à la restauration des locaux et à l'élaboration d'une stratégie de conservation et de gestion à long terme. Les modalités de mise en œuvre sont en cours de finalisation.
4. En ce qui concerne le projet intitulé « Sauvegarde, rénovation et revitalisation du Musée islamique du Haram al-Sharif et de sa collection », financé par l'Arabie saoudite, les locaux du Musée ont été rénovés et équipés, tandis que du personnel a été nommé et a reçu une formation dans des domaines tels que les inventaires, le catalogage, la conservation de base, la restauration, la photographie, la langue anglaise et les TIC. Des discussions ont été entamées avec l'Awqaf jordanien de Jérusalem sur la poursuite du soutien apporté au Musée, lorsque la situation le permettra.
5. Depuis la 210^e session du Conseil exécutif, le Secrétariat a reçu une lettre de la délégation permanente de la Palestine auprès de l'UNESCO concernant l'incendie criminel présumé visant l'église de Gethsémané à Jérusalem-Est, le 4 décembre 2020, et les actes de vandalisme commis précédemment sur d'autres sites religieux chrétiens, ainsi que le respect de la Déclaration de principes sur la tolérance (1995) de l'UNESCO, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005). Le Secrétariat a alors demandé à Israël de fournir des informations pertinentes à cet égard.

6. En outre, une lettre conjointe a été reçue le 9 février 2021 de la part des délégations permanentes de la Jordanie et de la Palestine auprès de l'UNESCO concernant la destruction signalée de l'escalier historique et des murs du cimetière islamique Al-Yousifieh, situé à côté des remparts de la Vieille Ville de Jérusalem, et le respect de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (Convention de La Haye de 1954) et de ses deux Protocoles, ainsi que de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972). Le Secrétariat a alors demandé à Israël, État partie aux Conventions, de fournir des informations pertinentes à ce sujet.

7. Une lettre a été reçue le 18 mars de la part d'Israël concernant le site du patrimoine mondial de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts, en réponse à la demande du Secrétariat à propos des fouilles signalées entreprises par les autorités israéliennes sur la Place Al-Buraq et à proximité de la Rampe des Maghrébins de la mosquée Al-Aqsa/Al-Haram Al-Sharif. Israël a informé le Secrétariat que, selon son Autorité des antiquités, aucune fouille n'avait été effectuée près de la Rampe des Maghrébins et que, par conséquent, les fondations de la mosquée Al-Aqsa étaient sûres et intactes.

8. Les informations concernant les lettres reçues pendant la période considérée figurent à l'annexe du présent document.

Sous-point II : « Reconstruction et développement de Gaza »

9. La pandémie de COVID-19 et les mesures mises en œuvre pour l'endiguer ont érodé le pouvoir d'achat déjà limité et la résilience des populations pauvres de la bande de Gaza. Au troisième trimestre 2020, 48,6 % de la main-d'œuvre de Gaza était au chômage¹, tandis que la proportion de ménages pauvres devait atteindre 64 % à la fin de 2020 selon les estimations². Une récente étude menée par le *Gaza Protection Consortium* a révélé que, pour répondre à leurs besoins fondamentaux, quelque 90 % de ces familles avaient accumulé des dettes importantes et insoutenables, avec toute une série de conséquences négatives. Les autres moyens d'adaptation cités par les familles pour faire face à leurs besoins fondamentaux comprennent la réduction des dépenses non alimentaires (41 %), les repas pris en dehors du foyer par certains membres de la famille (29 %) et le retrait des enfants de l'école (5 %). Si l'aide pécuniaire est essentielle pour soulager temporairement les familles touchées, elle est loin d'être une solution durable. La réduction de la pauvreté et de la dépendance à l'égard des aides requiert des changements importants concernant les principales politiques et pratiques qui influent sur la situation de Gaza, notamment la levée du blocus israélien, conformément à la résolution 1860 du Conseil de sécurité de l'ONU, la cessation durable des hostilités entre les groupes armés palestiniens et Israël, et la résolution des divisions internes palestiniennes, entre autres.

Éducation

10. La pandémie de COVID-19 a porté un coup sévère au système éducatif de l'État de Palestine et a entraîné la fermeture intermittente des écoles, collèges/lycées et universités. Face à cette situation, les écoles se sont tournées vers l'apprentissage à distance et ses différentes plates-formes pour limiter les perturbations du processus éducatif et contenir la propagation du virus. Suite à l'augmentation récente du nombre de cas de COVID-19, au cours du mois de décembre, les écoles ont été fermées dans la bande de Gaza, sauf pour les élèves de douzième année. Cependant, plus de 575 000 enfants et adolescents (plus de 50 % de la population en âge d'être scolarisée) de Gaza n'ont pas accès à des équipements informatiques, à une alimentation électrique fiable et à Internet. En outre, selon les estimations, seuls 30 % des foyers de la bande de Gaza disposent d'Internet, et les connexions sont souvent peu fiables.

¹ http://www.pcbs.gov.ps/portals/_pcbs/PressRelease/Press_En_8-11-2020-lf-en.pdf.

² <http://documents1.worldbank.org/curated/en/844141590600764047/pdf/Economic-Monitoring-Report-to-the-Ad-Hoc-Liaison-Committee.pdf>.

11. Le blocus de la bande de Gaza, qui dure depuis 13 ans, continue de limiter l'accès de la population aux services sociaux et à l'aide sociale de base et de restreindre la liberté de mouvement des personnes. Plus d'un million d'enfants ont un accès extrêmement limité aux services essentiels, et au moins 500 000 enfants ont un accès restreint à l'eau potable pure et saine³. Dans ce contexte, l'UNESCO apporte actuellement un appui visant à exonérer de frais de scolarité certains étudiants universitaires se trouvant dans une situation économique difficile, afin de leur permettre de poursuivre leurs études supérieures et d'exercer leur droit à l'enseignement supérieur. L'UNESCO élabore également une proposition visant à apporter un soutien supplémentaire à l'enseignement supérieur à Gaza, qui manque de ressources financières suffisantes, afin d'en garantir la qualité et l'équité. En outre, dans le cadre du projet « *Youth Employment in the Mediterranean (YEM)* » (Emploi des jeunes dans la région méditerranéenne) financé par la Commission européenne, l'UNESCO recense les compétences nécessaires sur le marché du travail palestinien, notamment à Gaza, afin de favoriser l'employabilité des jeunes. Elle prévoit également de soutenir l'EFTP et l'enseignement à distance à Gaza dans le cadre d'un projet financé par le Japon, qui devrait débiter en mars 2021.

Culture

12. En raison des diverses restrictions imposées dans la bande de Gaza, notamment en matière de déplacement durant la pandémie de COVID-19, le tout premier atelier en ligne de renforcement des capacités de Gaza sur les principes fondamentaux de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) a été organisé, dans le but de soutenir les communautés locales ainsi que les détenteurs du patrimoine à Gaza. Cette [formation de cinq jours](#), qui s'inscrit dans le cadre du projet « [Renforcement des capacités nationales pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel palestinien](#) » financé par l'Office d'Abou Dhabi pour la culture et le tourisme, a été conduite par deux animateurs nationaux du Bureau de l'UNESCO à Ramallah lors de deux sessions : du 26 au 28 octobre et les 4 au 5 novembre 2020. La formation a permis de présenter une vue d'ensemble des objectifs et des concepts clés de la Convention de 2003, une initiation à l'établissement d'inventaires par les communautés, les principes éthiques et les responsabilités concernant le patrimoine vivant et ses pratiques, des méthodes et des techniques de production d'informations ainsi que la mise en pratique de l'établissement d'inventaires par les communautés.

13. Une institution culturelle de Gaza, l'association Nawa pour la culture et les arts, a été désignée pour mener une initiative pilote d'inventaire concernant la transformation de produits alimentaires, en particulier la culture des dattes, afin de rendre compte de la pratique sur le terrain au sein de la communauté de Gaza et de la présenter aux participants à la formation. Ainsi, une série de vidéos comportant des entretiens avec des détenteurs ainsi que des explications sur l'élément et sa pratique ont été produites, afin de rassembler des informations sur la réalisation d'inventaires.

14. Grâce au financement alloué en octobre 2020, des interventions de conservation dans le port d'Anthédon, premier port maritime connu de la bande de Gaza, partiellement mis au jour lors de fouilles archéologiques effectuées en 1995 et [inscrit en 2012 sur la liste indicative des sites de Palestine](#) ayant une possible valeur universelle exceptionnelle, devraient débiter au début de l'année 2021. Le site est gravement menacé en raison des dommages partiels subis pendant la guerre de juillet-août 2014, de l'abandon et du mauvais entretien, de l'incompatibilité des travaux d'infrastructure réalisés dans le passé ainsi que de l'absence de protection contre les marées, qui endommagent régulièrement certaines parties du site faute d'une protection physique appropriée. Compte tenu des restrictions relatives aux déplacements dans la bande de Gaza et de la complexité de la situation politique qui y règne, des consultations sont en cours auprès de l'ensemble des parties prenantes concernées, notamment le Ministère du tourisme et des antiquités, quant aux activités spécifiques à entreprendre et au meilleur moyen de les mettre en œuvre.

³ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/state-palestine-humanitarian-situation-report-end-year-2020>.

Communication et information

15. Des informations sur l'action de l'UNESCO dans ce domaine sont disponibles dans le document 211 EX/34 intitulé « Application de la résolution 40 C/67 et de la décision 210 EX/37 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés ».

Égalité des genres

16. Des informations sur l'action de l'UNESCO dans ce domaine sont disponibles dans le document 211 EX/34 intitulé « Application de la résolution 40 C/67 et de la décision 210 EX/37 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés ».

Sous-point III : « Les deux sites palestiniens d'Al-Haram Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches à Al-Khalil/Hébron et de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem »

17. À la suite de l'inscription de la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil sur la Liste du patrimoine mondial, ainsi que sur la Liste du patrimoine mondial en péril, à la 41^e session du Comité du patrimoine mondial (juillet 2017), une réunion s'est tenue en décembre 2018 au Siège de l'UNESCO entre la délégation permanente de la Palestine, des experts palestiniens, les organes consultatifs ainsi que le Bureau de l'UNESCO à Ramallah et le Centre du patrimoine mondial, afin d'entamer un examen, actuellement en cours, du projet de déclaration de valeur universelle exceptionnelle.

18. L'état de conservation de la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil a été examiné par le Comité du patrimoine mondial, à sa 43^e session (30 juin – 10 juillet 2019), lequel a décidé sans débat et sur la base d'un consensus (décision 43 COM 7A.29) de maintenir la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Un plan de gestion et de conservation de la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil est en cours d'élaboration, avec l'aide du Fonds du patrimoine mondial.

19. Le Secrétariat a reçu deux lettres de la délégation permanente de la Palestine auprès de l'UNESCO au sujet de la Mosquée Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches, qui se trouve dans la vieille ville d'Hébron/Al-Khalil. L'une de ces lettres concerne l'installation présumée d'une menorah à la Mosquée Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches. L'autre lettre fait état de l'interruption, par les autorités israéliennes, des travaux de conservation menés actuellement par le Comité de réhabilitation d'Hébron sur le site. Les deux lettres invoquent le respect de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (Convention de La Haye de 1954) et de ses deux Protocoles, ainsi que de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972). Compte tenu de l'importance de ces questions, le Secrétariat a alors demandé à Israël de fournir des informations pertinentes à cet égard. Les informations concernant les lettres reçues pendant la période considérée figurent à l'annexe du présent document.

Projet de décision proposé

20. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil exécutif souhaitera peut-être adopter une décision libellée comme suit :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 211 EX/33, ainsi que les annexes à la présente décision,
2. Rappelant ses décisions antérieures relatives à la « Palestine occupée »,
3. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 212^e session et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport de suivi à ce sujet.

- - - - -

ANNEXE I



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif

Deux cent-onzième session

211 EX/PX/DR.33.1
PARIS, le 9 avril 2021
Original anglais

COMMISSION DU PROGRAMME ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES (PX)

Point 33 PALESTINE OCCUPÉE

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le document 211 EX/33,
 2. Rappelant les dispositions des quatre Conventions de Genève (1949) et de leurs Protocoles additionnels (1977), du Règlement de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (1907), de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954) et de ses Protocoles additionnels, de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970) et de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), l'inscription de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts sur la Liste du patrimoine mondial (1981) et sur la Liste du patrimoine mondial en péril (1982), à la demande de la Jordanie, les recommandations, résolutions et décisions de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel, ainsi que les résolutions et décisions de l'UNESCO concernant Jérusalem, et rappelant également les précédentes décisions de l'UNESCO relatives à la reconstruction et au développement de Gaza ainsi que les décisions de l'UNESCO concernant les deux sites palestiniens à Al-Khalil/Hébron et à Bethléem,
 3. Affirmant que rien dans la présente décision, qui vise, entre autres, à sauvegarder le patrimoine culturel palestinien et le caractère distinctif de Jérusalem-Est, n'affectera en aucune manière les résolutions et décisions pertinentes du Conseil de sécurité et des Nations Unies concernant le statut juridique de la Palestine et de Jérusalem, y compris la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (2016),
 4. Prenant note des courriers adressés en 2020 et 2021 à la Directrice générale par les délégations permanentes de la Palestine et de la Jordanie auprès de l'UNESCO au sujet des sous-parties qui suivent,
- I. Jérusalem**
5. Réaffirmant l'importance de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts pour les trois religions monothéistes,
 6. Rappelant que toute mesure ou action législative ou administrative prise par Israël, la Puissance occupante, et ayant pour effet ou objet de modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, en particulier la « loi fondamentale » sur Jérusalem, est nulle et non avenue et doit donc être annulée sans délai,
 7. Rappelant également les 19 décisions du Conseil exécutif, à savoir les décisions 185 EX/14, 187 EX/11, 189 EX/8, 190 EX/13, 192 EX/11, 194 EX/5.I.D, 195 EX/9, 196 EX/26, 197 EX/32, 199 EX/19.I, 200 EX/25, 201 EX/30, 202 EX/38, 204 EX/25, 205 EX/28, 206 EX/32, 207 EX/38,

209 EX/24 et 210 EX/36, ainsi que les 10 décisions du Comité du patrimoine mondial, à savoir les décisions 34 COM 7A.20, 35 COM 7A.22, 36 COM 7A.23, 37 COM 7A.26, 38 COM 7A.4, 39 COM 7A.27, 40 COM 7A.13, 41 COM 7A.36, 42 COM 7A.21 et 43 COM 7A.22,

8. Regrette que les autorités d'occupation israéliennes n'aient pas mis un terme aux fouilles, creusements de tunnels, travaux et projets constamment menés dans Jérusalem-Est, en particulier à l'intérieur et aux alentours de la Vieille Ville, qui ont un caractère illégal au regard du droit international, et demande de nouveau à Israël, la Puissance occupante, de mettre un terme à toutes les violations qui sont contraires aux dispositions des conventions, résolutions et décisions pertinentes de l'UNESCO ;
9. Regrette également le refus d'Israël d'accéder à la demande qu'il a adressée à la Directrice générale concernant la nomination d'un représentant permanent qui serait affecté à Jérusalem-Est pour rendre compte périodiquement de tous les aspects relevant des domaines de compétence de l'UNESCO à Jérusalem-Est, et demande de nouveau à la Directrice générale de nommer, dès que possible, le représentant susmentionné ;

II. Reconstruction et développement de Gaza

10. Déplore vivement les activités militaires en cours aux alentours de la bande de Gaza et leur lourd bilan en termes de victimes civiles, ainsi que leurs conséquences négatives persistantes dans les domaines de compétence de l'UNESCO ;
11. Déplore la fermeture continue de la bande de Gaza par Israël, qui porte atteinte à la circulation libre et continue du personnel et de l'aide humanitaire, ainsi que des étudiants, et prie Israël de desserrer immédiatement cet étau ;
12. Remercie la Directrice générale des initiatives déjà mises en œuvre à Gaza dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la jeunesse, ainsi que pour la sécurité des professionnels des médias, lui demande de continuer à participer activement à la reconstruction des établissements éducatifs et culturels endommagés à Gaza, et la prie de nouveau, à cet égard, de remettre en état l'Antenne de l'UNESCO à Gaza et d'organiser, dès que possible, une réunion d'information sur la situation actuelle à Gaza en ce qui concerne les domaines de compétence de l'UNESCO et sur les résultats des projets menés par l'Organisation ;

III. Les deux sites palestiniens d'Al-Haram Al-Ibrahimi/Tombeau des Patriarches à Al-Khalil/Hébron et de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem

13. Réaffirme que les deux sites concernés, qui se trouvent à Al-Khalil/Hébron et à Bethléem, font partie intégrante du territoire palestinien occupé, et partage la conviction de la communauté internationale, à savoir que ces deux sites revêtent une importance religieuse pour le judaïsme, le christianisme et l'islam ;
14. Déplore en outre la poursuite des fouilles, des travaux et de la construction, par Israël, de routes privées pour les colons et d'un Mur dans la vieille ville d'Al-Khalil/Hébron, qui ont un caractère illégal au regard du droit international et portent atteinte à l'authenticité et à l'intégrité du site, ainsi que le déni de la liberté de mouvement et de la liberté d'accès aux lieux de culte qui en découle, et demande à Israël, la Puissance occupante, de mettre fin à toutes les violations qui sont contraires aux dispositions des conventions, résolutions et décisions pertinentes de l'UNESCO ;
15. Regrette l'impact visuel du Mur sur le site de la Mosquée Bilal Bin Rabah/Tombe de Rachel à Bethléem, ainsi que la stricte interdiction concernant l'accès au site des fidèles chrétiens et musulmans palestiniens, et exige que les autorités israéliennes rétablissent l'aspect originel du paysage autour du site et lèvent l'interdiction d'accès ;

IV.

16. Décide d'inscrire ces questions à l'ordre du jour de sa 212^e session au titre d'un point intitulé « Palestine occupée », et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport d'étape à ce sujet.

ANNEXE II

MISSION DE SUIVI RÉACTIF DE L'UNESCO SUR LE SITE DE LA VIEILLE VILLE DE JÉRUSALEM ET SES REMPARTS

Le Conseil exécutif

1. Souligne que la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts doit être mise en œuvre d'urgence ;
2. Invite la Directrice générale et le Centre du patrimoine mondial à tout mettre en œuvre, dans le cadre de leur mandat et conformément aux dispositions des conventions, décisions et résolutions pertinentes de l'UNESCO, pour assurer rapidement la mise en œuvre de la mission et, dans le cas où celle-ci n'aurait pas lieu, de proposer des mesures concrètes dans le rapport qui lui sera soumis à sa 212^e session ;
3. Exprime son engagement à déployer tous ses efforts afin de résoudre cette question à sa prochaine session.

ANNEXE AU DOCUMENT

Au cours de la période considérée, le Secrétariat a reçu la correspondance ci-après en rapport avec le présent point :

Date	De	Objet
23 novembre 2020	Ambassadeur, Délégué permanent suppléant de la Palestine auprès de l'UNESCO	Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil
8 décembre 2020	Ambassadeur, Délégué permanent suppléant de la Palestine auprès de l'UNESCO	Église de Toutes-les-Nations à Jérusalem-Est
5 février 2021	Ambassadeur, Délégué permanent suppléant de la Palestine auprès de l'UNESCO	Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil
9 février 2021	Ambassadeur, Délégué permanent du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'UNESCO et Ambassadeur, Délégué permanent suppléant de la Palestine auprès de l'UNESCO	Cimetière islamique Al-Yousifieh à Jérusalem
18 mars 2021	Ambassadeur d'Israël auprès des organisations internationales	Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts